

Arrestation de responsables du FNDC : les Etats-Unis rappellent «le droit à la liberté d'expression et à une procédure régulière»

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Politique

Déclaration de l'ambassade des Etats-Unis à Coankry sur l'arrestation de leaders politiques

Communiqué de presse

L'Ambassade des Etats-Unis à Conakry suit de près les arrestations de personnalités politiques en Guinée au cours des derniers mois. Le droit à la liberté d'expression et à une procédure régulière est primordial pour maintenir la paix et défendre les valeurs démocratiques.

Les Etats-Unis exhortent le gouvernement guinéen et les acteurs sociopolitiques à trouver un terrain d'entente pacifique pour une collaboration continue et un dialogue ouvert. Nous demandons au gouvernement guinéen de veiller à ce que les détenus soient traités équitablement et bénéficier d'une procédure régulière par le biais d'un processus

judiciaire transparent.

Déclaration de l'Ambassade des États-Unis à Conakry sur l'Arrestation de Leaders Politiques. [#usenguinée](https://pic.twitter.com/4sz4ycyd0r)

– @embassyconakry (@EmbassyConakry) [July 7, 2022](#)

Nouvelle mobilisation massive contre Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Les Guinéens ont à nouveau manifesté en masse mardi à Conakry contre un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé, a constaté un correspondant de l'AFP.

Fode Oussou Fofana, un responsable de l'opposition au président, a chiffré le nombre de manifestants à un million tandis que la presse a avancé le chiffre de 800.000.

De tels chiffres se sont révélés invérifiables depuis le début du mouvement.

Mais cette marche impressionnante aux couleurs rouges de l'opposition est le dernier acte en date de la contestation lancée le 14 octobre par le Front national de défense de la Constitution, un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la société civile.

“Non à la présidence à vie”, “Alpha Condé dictateur”, ont scandé les manifestants, ainsi que “Mort aux assassins”, référence à la mort de plusieurs civils tués lors de précédentes journées de manifestation.

Aucun incident significatif n'a été rapporté au cours de celle-ci.

Les forces de l'ordre, à nouveau déployées en nombre, sont restées discrètes.

Depuis un mois et demi, le FNDC est parvenu à mobiliser à plusieurs reprises des foules de manifestants qui ont envahi les rues des quartiers périphériques de Conakry, fiefs de l'opposition.

Les protestations ont à différentes reprises été brutalement réprimées. Au moins 20 civils ont été tués depuis le 14 octobre, ainsi qu'un gendarme.

La Guinée, coutumière des protestations et des répressions brutales, est en proie à l'agitation depuis que le FNDC a appelé à faire barrage au projet prêté à M. Condé, élu en 2010 et réélu en 2015, de briguer sa propre succession en 2020 et de réviser dans ce but la Constitution, qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

Les forces de sécurité ont fait l'objet en novembre d'un rapport accusateur d'Amnesty International. Il dénonce l'usage excessif de la force, les interdictions de manifestations pacifiques, les arrestations "massives" et "arbitraires", les cas de torture et l'impunité des gendarmes et policiers.

Le gouvernement s'est défendu contre un rapport ignorant selon lui ses efforts.

A 81 ans, M. Condé, ancien opposant historique qui fut le premier président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires et militaires, entretient le flou sur ses intentions, mais a lancé en septembre des consultations sur la Constitution.

Lettre ouverte : Ne nous laissez pas seuls [Par L. Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Lettre Ouverte à la Communauté internationale

-Communauté

Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (CEDEAO)

-Organisation

des Nations-Unies, (ONU)

-Union

Africaine, (UA)

-Organisations

de la Mano River Union et de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal, (OMVS)

**A Messieurs les
présidents :**

-En exercice de

l'Union Africaine, Abdel Fattah al-Sissi

-De

la République Française, Emmanuel Macron

-Des Etats-Unis

d'Amérique, Donald Trump

Messieurs les Chefs d'État et Représentants des Organisations Internationales

Cette lettre n'a nullement la prétention de dire ce qui serait méconnu ou ignoré. Elle se vent en revanche d'être un appel à la conscience des nations, à leurs dirigeants ou représentants. Elle est un rappel du passé de la Guinée faite de tumultes souvent dramatiques, parfois tragiques.

Une fois de plus, la Guinée renoue avec son passé fait de violences politiques dans toute leur dimension et, comme à l'accoutumé, dans l'indifférence totale. Une fois de plus, les Guinéens sont submergés par les flots menaçants de lendemains incertains mais sûrement obscurs.

Vos représentants, ambassades, corps consulaires et autres institutions ont sûrement dû, mesdames, messieurs les chefs d'États et représentants des institutions susmentionnées, vous remonter les informations de l'actualité politique guinéenne marquée par des : manifestations, répressions, arrestations, séquestration de leaders politiques, violations de domiciles privées, meurtres, etc.

Au-delà des informations officielles que vous

devriez avoir reçues, les médias guinéens et internationaux relayent la réalité du terrain.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales

Depuis lundi 14 octobre 2019, une vague de violences déferle sur la Guinée à cause de la volonté manifeste ou supposée du président Alpha Condé d'imposer une nouvelle constitution en violation flagrante de celle en vigueur. Une constitution qui ne souffre d'aucune illégitimité car l'expression librement consentie du peuple de Guinée sur laquelle le président Condé a prêté serment à son élection de 2010 et à sa réélection de 2015.

Les violences engendrées ces derniers jours, lors de manifestations pacifiques de la société civile et des partis politiques de l'opposition réunis au sein du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), dépassent les bornes. Elles sont en voie de précipiter la Guinée dans le gouffre et aucune limite ne semble se dessiner pour empêcher cette éventualité.

Les conséquences pourraient être dévastatrices car les prévisions actuelles ne sont pas les plus optimistes. Les dates des prochaines manifestations sont déjà annoncées et le peuple pourrait bien répondre massivement alors que la répression coutumière des forces de l'ordre ne fait l'ombre d'aucun doute.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions

internationales

Le temps des hypothèses est dépassé en Guinée. Nul ne peut nier que le pays peut basculer d'un moment à un autre face à un pouvoir répressif qui met en avant l'arrogance à la place du dialogue, une société civile déterminée et légitimée par l'appui populaire.

Les partis politiques de l'opposition longtemps méprisés et forcés au repli par l'interdiction de toutes manifestations depuis un an, reprennent du poil de la bête. Leur appel au dialogue longtemps ignoré ne leur donne plus aucun crédit de s'asseoir à nouveau sur la table de négociation avec le pouvoir. Le parti politique qui s'y hasarderait risque de perdre tout soutien de la base tant son acte apparaîtrait comme une trahison. Face à cette situation, plus le chrono tourne, plus les lendemains s'assombrissent et les positions se durcissent.

D'autre part, les digues ethniques par lesquelles le pouvoir semblait tenir les Guinéens sont en train de sauter et plus aucun obstacle ne semble empêcher les populations de manifester leur opposition à un troisième mandat générateur des conflits actuels. Seulement, acculé, apparemment dépassé par la réalité, le pouvoir ne veut rien céder, encore moins la société civile et les partis d'opposition unis dans un élan de refus et de revendication.

Les effets sont visibles et malheureusement guère étonnants : armer les forces de sécurité pour réprimer des manifestants désarmés est la seule solution que semble trouver le système en

place. En face, retranchés et acculés, ces derniers répondent en se servant de tout ce qui leur tombe entre les mains.

En outre, les répressions ne se limitent pas aux lieux de manifestations : les paisibles citoyens sont violentés dans leur domicile, victimes de brimades, de jets de bombes lacrymogènes et de tirs à balles réelles. Les meurtres, si ce n'est les assassinats, se multiplient de jour en jour. On en dénombre neuf (9) morts et d'innombrables blessés. Et la violence semble monter crescendo à chaque manifestation, veille ou lendemain de celle-ci. Dès lors, plus aucun citoyen ne se sent en sécurité ni chez lui, ni travail, au marché ou ailleurs.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales

Nul n'a besoin de dire que la situation actuelle de la Guinée fait planer le spectre de la guerre civile et, dans une moindre mesure, du retour à un pouvoir qui ne serait pas issu de la volonté populaire.

Aujourd'hui, plus qu'hier, tout guinéen se pose la question de savoir si sa vie vaut moins que celle d'un autre être humain. Il se demande s'il compte encore parmi le petit chaînon qui constitue la longue chaîne de l'humanité. Il se questionne sur le devenir de son pays et de l'importance de celui-ci face au destin des autres nations.

Les Guinéens se sentent abandonnés et livrés à un pouvoir qui ne montre aucun état d'âme quant à sa capacité répressive. Un

pouvoir impuissant de dialoguer et qui se radicalise au seul motif d'ambition personnelle d'un homme élu par son peuple pour le protéger et non pour le punir, le réprimer ou le faire tuer.

Ce bref rappel de la situation guinéenne et du sentiment que semble éprouver chaque Guinéen pose un certain nombre de questions.

Cette lettre ouverte qui en est l'objet les décline en quelques points.

La communauté internationale :

– Serait-elle si indifférente au sort du peuple de Guinée pour qu'elle soit aussi inaudible depuis tant de jours de violences en cours en Guinée ?

-Se serait-elle lassée des efforts antérieurs qu'elle a fournis, même à minima, face à la situation guinéenne qui perdure ?

-Méconnaîtrait-elle les risques de reproduction sur la Guinée du passé récent de pays limitrophes : Sierra-Leone, Liberia, Côte-d'Ivoire et, dans une moindre mesure, la Guinée-Bissau ?

-Serait-elle incapable de paroles franches et fermes face à un chef d'Etat qui, non seulement viole la charte des organisations régionale et/ou continentale en matière de durée de mandat et qui laisse (ou fait) tuer ses concitoyens ?

-Des intérêts partisans sacrifieraient-elles la vie et la sécurité des populations guinéennes ? Autrement dit, les richesses minières, halieutiques, forestières et autres du pays valent-elles mieux que la vie d'un Guinéen ?

-Ignorerait-elle l'effet domino du non-respect de la durée du mandat présidentiel (un quinquennat renouvelable une seule fois) sur la sous-région ouest-africaine ?

-Enfin, serait-elle indifférente aux risques qu'en court la Guinée face à la menace qui pèse sur la sécurité et la vie des leaders politiques et du FNDC ?

J'appelle par ces mots à mettre fin aux maux du peuple de Guinée rongé depuis des décennies par de multiples souffrances.

Il est dur de se sentir seul. Les Guinéens ont de plus en plus le sentiment d'être seuls. Alors, je dis, ne nous laissez pas seuls. Ne nous abandonnez pas au bord du gouffre. La vie de tout peuple, le devenir de toute nation vaut la peine d'être défendue.

Je terminerais en paraphrasant Sir Wilson Churchill : « **Donnez aux Guinéens les instruments de la démocratie véritable, ils termineront la tâche** ». Je vous remercie.



M. Lamarana Petty Diallo, Guinéen- Professeur Hors-Classe, lettres-histoire, Orléans- France

« Non au pouvoir à vie en Guinée Conakry ! » [Balai Citoyen]

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Depuis le
mois d'octobre 2019, le vaillant et digne peuple de la Guinée
est debout
contre l'ambition affichée et démesurée du Président Alpha
CONDE
d'instaurer un pouvoir à vie par le truchement de la
modification de la
clause limitative du mandat présidentiel.

A cette
lutte légitime du peuple pour la démocratie et le respect de
l'Etat de
droit, le pouvoir autocratique d'Alpha CONDE oppose une
répression
féroce par l'instrumentalisation des forces de défense et de
sécurité.

A 81 ans révolus censés lui conférer sagesse et responsabilité, Alpha CONDÉ, autrefois opposant historique, s'est aujourd'hui, mué en bourreau historique sous l'effet des délices et des sirènes du pouvoir personnel.

Depuis le début des manifestations, à l'appel du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), des leaders d'organisations de la société civile et des opposants sont régulièrement intimidés, agressés et certains croupissent injustement dans les geôles du régime scélérat d'Alpha CONDÉ. Au nombre de ces vaillants et irréductibles défenseurs de la démocratie qui croupissent actuellement dans les geôles de CONDÉ, figure les camarades Abdourahamane Sanoh, coordinateur du FNDC, Sékou Koundouno, Coordonnateur du Balai Citoyen Guinée et responsable des stratégies et de la planification du FNDC, Ibrahima Diallo, responsable des opérations, le **reggaeman engagé Elie Kamano**, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah. Ils ont été condamnés le 22 octobre dernier à des peines allant de 06 à 12 mois de prison ferme à l'issue d'une parodie de justice orchestrée par le régime et ses juges acquis aux ordres. Pire, plusieurs dizaines de jeunes ont péri sous les balles assassines des forces de sécurité et sans qu'aucune enquête sérieuse ne soit diligentée en vue de rendre justice aux victimes.

Le mouvement **le Balai Citoyen du Burkina Faso**, suit avec consternation et non sans intérêt particulier, l'évolution dramatique de la situation en Guinée. Aussi, Il constate avec regret que malgré son parcours politique pour lequel la jeunesse africaine était pleine d'admiration jusqu'à un passé récent, de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) à l'opposition et aujourd'hui au pouvoir, Alpha CONDÉ n'a malheureusement encore tiré aucune leçon de l'histoire récente des mouvements contre les velléités de tripatouillage constitutionnel en Afrique. **Professeur de son état, il n'a jamais assimilé la leçon historique selon laquelle, dans le face-à-face avec leur peuple, les hommes**

aits forts finissent pourtant toujours dans la poubelle de l'histoire ; quand bien même les exemples sont légions. La déchéance morale et politique de l'homme n'a d'égal que l'espoir qu'il a incarné à un moment donné de sa vie politique.

C'est pourquoi, le mouvement Balai citoyen, solidaire du combat de tous les peuples en lutte pour la liberté et la démocratie et résolument engagé contre toute forme de pouvoir à vie, condamne sans réserve aucune la répression barbare à laquelle se livre le régime obscurantiste et moribond du renégat CONDÉ contre le vaillant peuple de Guinée dont la glorieuse histoire constitue à jamais une source d'inspiration intarissable pour tous les peuples épris de liberté. Nous avons la ferme conviction que ce peuple de Guinée, fort de sa tradition de lutte, triomphera inexorablement de cette épreuve de force à lui imposé par cette poignée d'aventuriers politiques.

Au regard de ce qui précède, le Balai Citoyen :

- Met en garde Alpha CONDÉ et ses sbires sur leurs responsabilités devant l'histoire face aux exactions en cours en Guinée ;
- S'insurge contre le silence complice des organisations sous-régionales, panafricaines et internationales sur le risque que fait courir Alpha CONDÉ à la Guinée et à l'Afrique tout entière ;
- Exige l'arrêt immédiat des violences à l'encontre des populations et la libération sans condition de toutes les personnes injustement embastillées dont le seul crime est d'avoir défendu la démocratie ;
- Apporte son soutien sans faille au peuple Guinéen en lutte et exhorte tous les démocrates sincères à joindre leur voix à celle du peuple Guinéen pour dire non au troisième mandat de CONDÉ.

Le peuple de Guinée ne courbera pas l'échine devant cette

forfaiture car un peuple uni n'est jamais vaincu.

Vive la Guinée !

Vive les peuples en lutte !

N'an *laara*, *an saara* (Si nous nous couchons, nous sommes morts !)

Notre nombre est notre force !

Ensemble, on n'est jamais seul !

Pour le Balai Citoyen, la Coordination Nationale

Violences politiques : les twittos #224 dénoncent et condamnent les tueries

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)



Francois Patuel @FrancoisPatuel · 4h

#Guinée: 5 membres du @FNDC_Gn arrêtés à Kindia hier, dont @fareinta.

Ils sont accusés d'attroupement & n'ont pas eu accès à 1 avocat.

1 a subi des mauvais traitements en garde à vue & a été conduit à l'infirmierie.

S'ils étaient pacifiques, ils devraient être libérés! @GouvGN



Amnesty West & Central Africa et 4 autres



↻ 19

♥ 19





Abdourahamane Diallo @manhimfr · 5h

Comment ne pas être indigné et révolté quand on voit des jeunes se faire tuer même loin des manifestations. Il y a des crimes d'Etat qui se commettent sur l'axe dans le silence coupable.



Tué par balle à Bomboli, Abdourahamane Diallo, taxi-motard, était orph...
Abdourahamane Diallo exerçait la profession de conducteur de taxi-moto pour subvenir à ses besoins. Cet adolescent a été tué par balle jeudi au ...
visionguinee.info



Nouhou Baldé @Nouhoubalde · 10h

Des [#Guinéens](#) dont la vie est moins importante qu'un bus ? 3 morts et plusieurs blessés, le [#gouvernement](#) met l'accent sur un [#bus](#) incendié, [#Kibaro](#), [@Guineematin](#), [#Guinée](#)

💬 2

↻ 13

❤ 15





Povo News @povonewstv · 14h

Protests in Guinea against 81-year-old President Alpha Conde's new constitution that would allow him to run for a third term in office in 2020

#Guinea #AlphaConde



Jeffrey Smith ✓

@Smith_JeffreyT

As #Guinea's Alpha Conde lays the groundwork for a third term, he hires a lobbyist in Washington. It's the same firm that works for Museveni in Uganda and Burundi's Nkurunziza, each of whom have practice changing term limits. Shameful.

Public filing here: efile.fara.gov/docs/6305-Exhi...

[Traduire le Tweet](#)

4:39 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter Web App](#)

13 Retweets 14 J'aime





Joe Penney ✓
@joepenney



I spoke to [@Cellou_UFDG](#), [@gcurtisgn](#) and [@AOuattara_PRCI](#), and wrote about wrote about Alpha Condé's quest for a third term for [@qzafrica](#):

[Traduire le Tweet](#)



Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government pr...
"If Alpha persists in changing the constitution against the will of the Guinean people, there is a clear risk of confrontation that leads to violence."

[qz.com](#)





Alimou Sow
@witterlims



Trois morts par balle aujourd'hui à [#Conakry](#) selon différents témoignages. Ce sont : Alpha Souleymane DIALLO (16 ans), Abdouramane DIALLO (19 ans) et Amadou Oury BARRY (32 ans). Reposez en paix.
[#Guinée](#) [#Kibaro](#) [@amnesty](#)

11:21 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

51 Retweets 75 J'aime



Les leaders politiques #224 sur Twitter



Bah Oury
@bahourykigna



Au moment où les autorités guinéennes sont épinglées pour des violations répétées des droits de l'homme par Amnesty International, HRW, ou la FIDH une dérive répressive insensée tente d'étouffer les revendications démocratiques du peuple guinéen. 3 jeunes gens sont encore tombés!

12:31 AM · 15 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

47 Retweets 158 J'aime





Cellou Dalein Diallo
@Cellou_UFDG



La manifestation du [@FNDC_Gn](#) du 14 novembre été réprimée dans le sang. Sur l'itinéraire autorisé de la marche, plusieurs manifestants ont été blessés par balles. Alpha Souleymane Diallo, 16 ans, a été abattu à Hamdallaye par un policier en dehors de la marche.

[#Amoulanfé](#)



Front National pour la Défense de La Constitution et 9 autres



Sidya Touré
@SidyaOfficiel



Des leaders agressés dans le périmètre autorisé pour la marche par des forces de l'ordre prêts à aller en guerre. Depuis l'agression de la mosquée, il est clair que [@President_GN](#) veut en découdre avec les leaders. Si [#Conté](#) s'était ainsi comporté, l'histoire aurait été tout autre





Aliou BAH

@AlioubahMoDeL



La jeunesse Guinéenne est déterminée à payer le prix nécessaire pour ne plus vivre sous une dictature. Le FNDC est un état d'esprit qui va au delà des personnes et qui transcende tous les clivages. La répression d'État et l'intimidation ne peuvent arrêter la marche de l'histoire.



Sékou Chérif Diallo

Revue de tweets réalisée par

Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

LIBÉRATION

Conakry marche contre un «président qui casse les reins»



RFI

Réforme constitutionnelle en Guinée: nouvelle manifestation de l'opposition



GUINÉE

Republier </>

Réforme constitutionnelle en Guinée: nouvelle manifestation de l'opposition



QUARTZ AFRICA

Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government protests grow

OBSESSIONS FEATURED

QUARTZ AFRICA

EMAILS EDITIONS BECOME A MEMBER

Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government protests grow



By Joe Penney • November 14, 2019



AFRICAN QUARTERS

More death in Guinea as protests against Alpha Conde rages on



Africa News | West Africa

Updated: November 15, 2019

More death in Guinea as protests against Alpha Conde rages on



November 15, 2019 | 4 | 0

TV5 MONDE

Guinée: les voyants “au rouge” pour les droits humains, dit Amnesty

INFO

[Accueil](#)[Videos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

AFRIQUE

En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

Guinée: les voyants "au rouge" pour les droits humains, dit Amnesty



Guinée : la procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence

INFO

[Accueil](#)[Videos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

AFRIQUE

En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

Guinée : la procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence



LE POINT

Guinée : cette porte ouverte sur la réforme constitutionnelle

Le Point
Montres
Le Point Pop
Auto
Vin
Phébé
Services
Newsletters
f
t
Q

Identifiez-vous
Abonnez-vous

MENU

Le Point
Afrique

Guinée : cette porte ouverte sur la réforme constitutionnelle

La date des élections législatives fixée, le scénario politique se précise avec à la clé une réforme constitutionnelle partie pour être approuvée par le nouveau Parlement.
Par Le Point Afrique

Modifié le 15/11/2019 à 06:11 - Publié le 14/11/2019 à 11:56 | Le Point.fr

13H45
Anger : les journalistes s'unissent contre les pressions et la...

13H20
Comment l'abolition de l'esclavage a légitimé le travail forcé

13H14
Afrique du Sud : les inégalités entre Blancs et Noirs persistent...

12H04
Drogba va-t-il prendre la présidence de la Fédération ivoirienne de...

11H56
Aérien : pourquoi les bureaux d'Air Austral sont sous scellés

Voir toute l'actualité en continu

Suivez facilement l'actualité grâce à nos newsletters

★ EN VENTE ACTUELLEMENT

Enquête
Mais que fait vraiment Ségolène Royal ?

Carrière d'Encausse
La saga franco-russe

Placements
Ce qu'il faut faire avant 2020

La personnalité

DAKAR ACTU

Guinée / 70 manifestants tués, 109 personnes mortes en détention en Guinée : Amnesty alerte « sur le niveau rouge des droits humains »



Dakaractu 

Laser du Lundi

Contribution

Télévision

Radio

People & Sports

Newsletter

Soumettre article

Accueil > Texte

Guinée / 70 manifestants tués, 109 personnes mortes en détention en Guinée : Amnesty alerte « sur le niveau rouge des droits humains »



Dans la même rubrique :

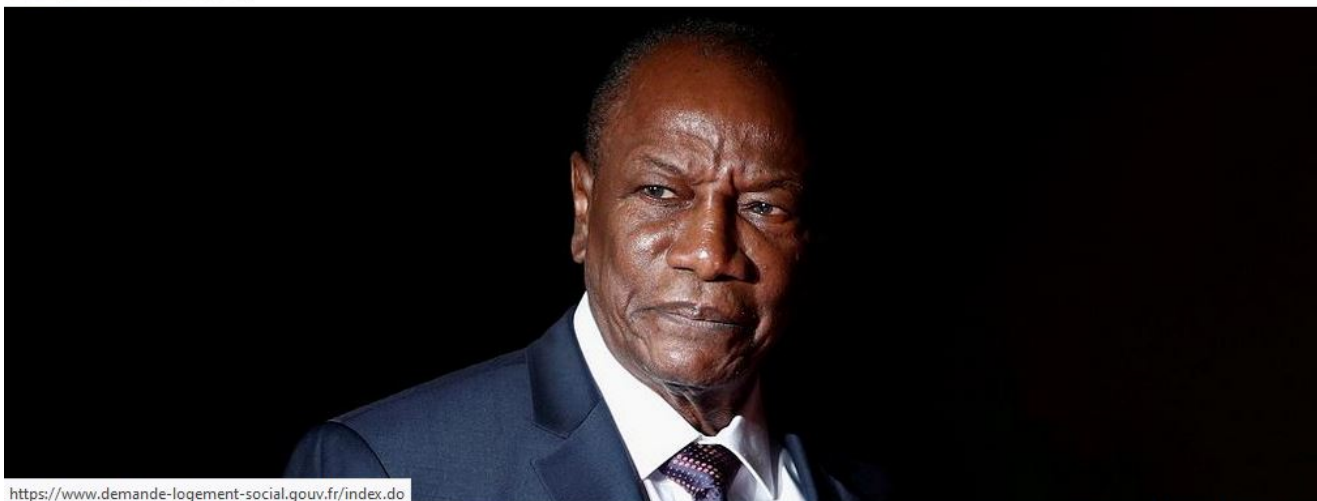
-  Technologie : Awa Ly, une étudiante de l'Esp lauréate d'un concours international sur la programmation en ligne. - 15/11/2019
-  Section de recherches / Trafic de faux billets : Bougazelli toujours attendu. Les journalistes aux aguets ! - 15/11/2019
-  « En Ligne » : Djibril Ba parle des réelles motivations du panel de la CCR. - 15/11/2019
-  Chaffiyu Ibrahim Niass : « L'école niassène, un vivier avec des millions d'élèves répartis sur le Globe » - 15/11/2019
-  (Exclusif) Visée par des sanctions américaines pour avoir travaillé avec l'Iran : une société ayant collaboré avec l'État du Sénégal livre sa part de vérité par la voix de son fondateur - 15/11/2019
-  Quand d'éternels complexés nous dirigent... - 15/11/2019
-  De la mise en garde à vue à la liberté sous convocation : Le Film de l'arrestation du député Bougazelli... - 15/11/2019
-  Modou Diagne Fada au monde rural : « Ne basardez pas vos collectes. Ignorez les rumeurs, nous sommes prêts à rebatir à

AFRICANEWS

Guinée : cerné par la crise politique, Alpha Condé rebat ses cartes



Guinée : cerné par la crise politique, Alpha Condé rebat ses cartes



<https://www.demande-logement-social.gouv.fr/index.do>

THE GUARDIAN

President approves February vote in turbulent Guinea

Africa

President approves February vote in turbulent Guinea

By AFP

12 November 2019 | 3:15 pm



LIBRE AFRIQUE

Guinée: 70 tués dans des manifestations contre le président Alpha Condé depuis 2015



La Libre

AFRIQUE

L'actualité africaine. Libre et indépendante.



Accueil

République démocratique du Congo

Politique

Société

Sports

Culture

Economie

Par pays ▾

Move with Africa ▾



Guinée: 70 tués dans des manifestations contre le président Alpha Condé depuis 2015

Plus Lus



PREMIUM TIMES

70 people killed in Guinea ahead of 2020 presidential polls – Report

PTCIJ Leaks.NG DUBAWA Elections Hausa Campus Reporters Opinion Play Games About Us Advert Rat

PREMIUM Times

Friday, November 15, 2019 Abuja 33°C

Home News ▾ Investigations Business ▾ Health ▾ Agriculture ▾ Arts/Life ▾ Sports ▾ Projects ▾ Financial Inclusion

70 people killed in Guinea ahead of 2020 presidential polls – Report

November 13, 2019 Agency Report

Situation des droits de l'homme très critique en Guinée

Situation des droits de l'homme très critique en Guinée

Dans un rapport qui sera rendu public mercredi et intitulé "Les voyants au rouge à l'approche de l'élection présidentielle", Amnesty International dit avoir dénombré 70 morts depuis 2015.



Auteur Georges Ibrahim Tounkara

[Tous les audios de la médiathèque](#)

Mots-clés [Guinée](#), [Amnesty International](#), [droits de l'Homme](#)

Télécharger [Enregistrer le fichier mp3](#)

[Réagir à l'article](#)

Imprimer [Imprimer cette page](#)

Permalien <https://p.dw.com/p/3Sv2a>



Restez informés avec l'appli DW News !

Recevez des infos indépendantes sur les sujets d'actualité dans le monde, directement sur votre smartphone ou votre tablette.

ÉCOUTEZ-NOUS!

LSI AFRICA

Guinée : Fatou Bensouda met en garde contre l'escalade de la violence

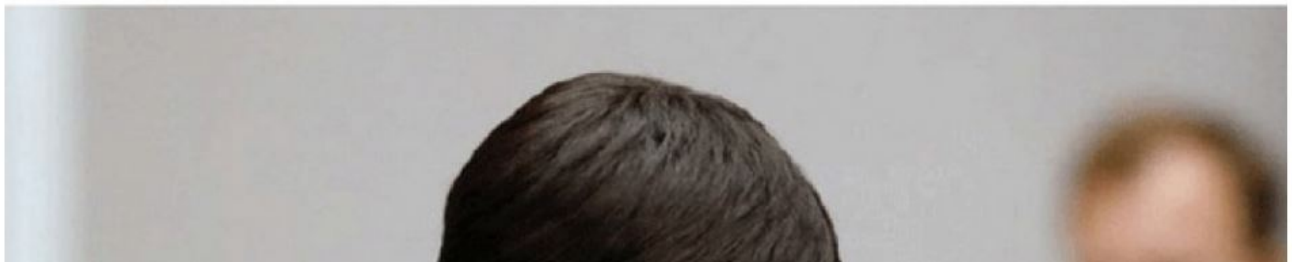
POLITIQUE

Guinée : Fatou Bensouda met en garde contre l'escalade de la violence

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde lundi les responsables de l'escalade de la violence en Guinée, exhortant le gouvernement et l'opposition à renouer le dialogue après des manifestations sanglantes dans ce pays.

Justice

Publié le lundi 11 novembre 2019



REUTERS

Guinea president replaces security minister following deadly protests

Guinea president replaces security minister following deadly protests

2 MIN READ



Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo

Guinée. Les voyants au rouge pour les droits humains à l'approche de l'élection présidentielle (Amnesty)

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



- Au moins 70 manifestants et passants tués depuis janvier 2015
- Des journalistes ciblés
- 109 morts en détention

Les autorités guinéennes doivent remédier aux violations des droits

humains qui se multiplient, notamment les homicides de manifestants, les

interdictions de rassemblements pacifiques et la répression des voix

dissidentes, qui risquent de s'aggraver à l'approche de l'élection

présidentielle de 2020, écrit Amnesty International dans un nouveau

rapport publié le 13 novembre 2019.

Intitulé [Guinée. Les voyants au rouge à l'approche de l'élection présidentielle de 2020](#), ce document expose la situation des droits humains qui s'est dégradée entre janvier 2015 et octobre 2019, et dénonce l'homicide de 70 manifestants et passants et d'au moins trois membres des forces de sécurité. Il met en garde contre la montée des tensions politiques, dans un contexte où les craintes sont vives que le président Alpha Condé ne modifie la Constitution pour briguer un troisième mandat.

Neuf manifestants ont été tués le mois dernier lors des manifestations contre une éventuelle révision de la Constitution. Les leaders des mouvements pro-démocratie et de nombreux manifestants ont été arrêtés. C'est un affront pour

les droits humains et une tentative violente visant à museler la dissidence. Marie-Evelyne Petrus Barry, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International.

« Neuf manifestants ont été tués le mois dernier lors des manifestations contre une éventuelle révision de la Constitution. Les leaders des mouvements pro-démocratie et de nombreux manifestants ont été arrêtés. C'est un affront pour les droits humains et une tentative violente visant à museler la dissidence », a déclaré Marie-Evelyne Petrus Barry, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International.

« Les autorités guinéennes doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apaiser les tensions, protéger les droits humains et sauver des vies avant, pendant et après les prochaines élections. Nous demandons au gouvernement du président Alpha Condé de mettre fin au règne de la peur et de la répression en modifiant la législation relative à l'usage de la force lors de rassemblements publics et en retirant les forces armées militaires des zones de manifestation. »

Amnesty International publie son rapport avant l'Examen périodique universel (EPU) de l'ONU sur la Guinée en janvier 2020. Ce rapport

évalue la situation des droits humains depuis l'EPU de janvier 2015.

Aujourd'hui, la Guinée a aboli la peine de mort, ce qui constitue une avancée notable.

Cependant, dans bien d'autres domaines, les autorités n'ont pas été à la hauteur de leurs engagements.

Amnesty International a constaté que 70 manifestants et passants ont été tués dans le cadre de manifestations entre janvier 2015 et octobre 2019. Si l'organisation n'a pas pu confirmer les circonstances de tous les décès, les témoignages du personnel médical et de témoins ainsi que le type de munitions utilisées indiquent qu'au moins 59 des victimes semblent avoir été tuées par la police et la gendarmerie. Parmi les victimes, un enfant de sept ans qui, selon des sources médicales, a été touché par une balle perdue en octobre 2015.

En outre, Amnesty International déplore l'homicide d'Amadou Boukariou Baldé, un étudiant battu à mort par des gendarmes déployés pour disperser une manifestation à l'Université de Labé, dans le centre de la Guinée, le 31 mai 2019.

Ce rapport révèle aussi que des centaines de personnes, dont des enfants de seulement quatre ans, ont été blessées par les forces de sécurité qui ont fait usage de balles réelles, de matraques et de gaz

lacrymogènes.

L'une des victimes est Mamadou Hady Barry, 10 ans, touché dans le dos par une balle alors qu'il rentrait chez lui depuis l'école coranique à Conakry, le 13 novembre 2018. Grièvement blessé, il a été pendant plusieurs mois incapable de marcher.

Ces dernières années, le gouvernement a interdit de manière arbitraire de nombreuses manifestations. Les défenseurs des droits humains et les journalistes sont convoqués, détenus ou arrêtés par la police, uniquement parce qu'ils exercent leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Au moins 60 membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), un groupe pro-démocratie ont été arrêtés depuis le 12 octobre 2019. Un tribunal a condamné cinq de leurs dirigeants à des peines allant jusqu'à un an de prison pour avoir appelé à manifester pacifiquement. Des dizaines de participants ont été condamnés à un an de prison pour avoir assisté à un « rassemblement illégal ».

En outre, le rapport dévoile que les journalistes sont pris pour cibles ou agressés par des membres des forces de sécurité, et que des médias sont suspendus.

À titre d'exemple, Aboubacar Algassimou Diallo, présentateur radio à

Lynx FM, et Souleymane Diallo, administrateur général, ont été convoqués par la police les 19 et 20 août derniers, après avoir diffusé l'interview d'une femme qui accusait le ministre de la Défense de détournement des fonds destinés aux Casques bleus guinéens.

Amnesty International a constaté une surpopulation carcérale généralisée dans les établissements pénitentiaires guinéens. À la prison centrale de Conakry, qui a la capacité d'accueillir 500 prisonniers, 1 468 personnes sont détenues. Au moins 109 personnes sont mortes en détention pendant la période que couvre le rapport.

Ce document recense également des cas de torture et de mauvais traitements, particulièrement en garde à vue – passages à tabac, viols, recours à des positions douloureuses, brûlures et privation de sommeil notamment.

L'impunité continue de régner en Guinée. Les familles de personnes tuées lors des manifestations ont déposé des dizaines de plaintes, parfois en fournissant des informations précises sur les unités des forces de sécurité déployées, notamment des noms et des plaques d'immatriculation.

Pourtant, un seul cas a donné lieu à des poursuites judiciaires. En février 2019, un capitaine de police a été condamné pour l'homicide en 2016 d'un passant lors de manifestations, et ce pour la

première fois
depuis qu'un membre des forces de sécurité avait été déféré à
la justice
en 2010.

Les poursuites judiciaires concernant l'homicide de plus de
150 manifestants pacifiques et les viols et violences
sexuelles infligés
à plus de 100 femmes dans le stade de Conakry en 2009, ne
progressent
guère.

Afin de briser le cycle de la violence en Guinée à l'approche
de
l'élection présidentielle de 2020, les autorités doivent faire
savoir
avec force que les violations des droits humains ne seront pas
tolérées.

Marie-Evelyne Petrus Barry.

*« Afin de briser le cycle de la violence en Guinée à
l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les
autorités doivent faire savoir avec force que les violations
des droits humains ne seront pas tolérées », a déclaré Marie-
Evelyne Petrus Barry.*

« Enfin, elles doivent cesser de museler les voix
dissidentes. »

[amnesty](#)

La procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde lundi les responsables de l'escalade de la violence en Guinée, exhortant le gouvernement et l'opposition à renouer le dialogue après des manifestations sanglantes dans ce pays.

Les tensions sont fortes en Guinée après des semaines de manifestations organisées par l'opposition qui soupçonne le président Alpha Condé de vouloir briguer un troisième mandat.

«Suite aux informations faisant état de nombreux épisodes de violence en Guinée au cours des dernières semaines, j'appelle tous les responsables et leurs sympathisants à s'abstenir de la violence et à reprendre le dialogue pour éviter de nouvelles victimes», a déclaré la procureure de la CPI, Mme Fatou Bensouda.

«Toute personne qui commet, ordonne, incite, encourage ou

contribue de toute autre manière à commettre des crimes atroces (...) est passible de poursuites par les tribunaux guinéens ou par la CPI», a-t-elle mis en garde dans un communiqué.

Au total, au moins 16 civils et un gendarme ont trouvé la mort au cours de l'intense mouvement de contestation auquel la Guinée – un petit pays pauvre de 13 millions d'habitants – est en proie depuis le 14 octobre à l'instigation du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Des dizaines d'autres personnes ont été blessées, des dizaines arrêtées et jugées.

Le FNDC veut faire barrage au projet prêté au président Condé de briguer sa propre succession en 2020 et de réviser pour cela la Constitution qui limite actuellement à deux le nombre des mandats présidentiels.

A 81 ans, M. Condé entretient le flou sur ses intentions, mais a entamé en septembre des consultations sur la Constitution. L'opposition accuse de dérive «dictatoriale» l'ancien opposant historique qui fut le premier président démocratiquement élu en 2010, réélu en 2015, après des décennies de régimes autoritaires et militaires.

La communauté internationale s'inquiète d'une escalade dans un pays coutumier des manifestations et des répressions brutales.

En outre, Mme Bensouda a ajouté que son bureau s'était rendu en Guinée fin octobre pour faire le point sur l'enquête liée au massacre de plus de 150 partisans de l'opposition, il y a

dix ans.

Établie à La Haye, la CPI a ouvert une enquête préliminaire sur le massacre perpétré le 28 septembre 2009 dans l'enceinte du plus grand stade de Conakry lorsque les forces de sécurité ont tiré sur une foule qui manifestait contre le chef de la junte Moussa Dadis Camara. Plus de 100 femmes ont en outre été violées.

Mme Bensouda s'est déclarée encouragée par des déclarations du ministre guinéen de la Justice, Mohamed Lamine Fofana, au cours de la visite de son équipe, annonçant que le procès des responsables du massacre de 2009 devrait commencer au plus tard en juin 2020.

«Cela fait maintenant plus de dix ans que ces crimes horribles ont eu lieu au stade de Conakry», a déclaré Mme Bensouda. «Les victimes et les communautés qui ont été touchées méritent que justice soit faite», a-t-elle dit.

[La Croix](#)

L'arrestation d'acteurs de la société civile marque un nouveau tournant autoritaire

en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Au moins huit membres du Front National de la Défense de la Constitution (FNDC) ont été arrêtés samedi 12 octobre. Les manifestations du lundi 14 octobre ont quant à elles été violemment réprimées. C'est une nouvelle étape franchie par le pouvoir guinéen pour museler toutes les voix critiques aux velléités de changement de la constitution qui permettrait au Président Alpha Condé de s'assurer un 3ème mandat.

Alors que les citoyens étaient appelés à descendre dans les rues ce lundi 14 octobre, l'ACAT, Aide et Action, le CCFD-Terre Solidaire, la CFDT, la CGT, la Plateforme Dette et Développement, la LDH, Survie et Tournons la Page appellent à la libération des militants du FNDC et à une mobilisation des partenaires internationaux, en Europe comme en Afrique, afin que les autorités au pouvoir respectent les libertés fondamentales des citoyens guinéens.

Depuis ce samedi 12 octobre 2019 matin, au moins huit membres du FNDC de Guinée ont été arbitrairement arrêtés par les forces de sécurité au

domicile du Coordonnateur du FNDC, Abdourahmane Sano. Ces arrestations sont intervenues alors que le FNDC avait appelé les Guinéens à manifester pacifiquement ce lundi 14 octobre afin de dénoncer le projet de nouvelle Constitution pouvant permettre au Président Alpha Condé de se maintenir au pouvoir pour un 3ème mandat consécutif.

Le vendredi 11 octobre 2019, vers 20h, alors que le Coordonnateur du FNDC allait animer à son domicile de Conakry une rencontre avec ses collègues, quatre véhicules de policiers et de gendarmes se sont garés devant son domicile. Après une alerte sur les réseaux sociaux, les forces de l'ordre ont quitté les lieux quelques minutes plus tard. La rencontre a été reportée au samedi matin. Lors de cette nouvelle réunion, des éléments des forces de sécurité encagoulées ont fait irruption dans le domicile privé et ont mis aux arrêts les membres du FNDC présents.

"Il s'agit ni plus ni moins d'arrestations arbitraires suivies de détentions au secret" affirme Clément Boursin, responsable Afrique à l'ACAT-France.

Ces arrestations à moins de 48 heures de la manifestation prévue contre la réécriture de la Constitution témoignent d'une volonté de dissuader les citoyens désireux de se joindre pacifiquement à l'appel du FNDC et des organisations de la société civile. Cet acte

arbitraire

illustre l'escalade des tensions politiques en cours en Guinée qui s'est matérialisée par la mort de plusieurs personnes lors des manifestations du 14 octobre.

Ces arrestations arbitraires de militants de la société civile doivent être le déclencheur au niveau international pour que les partenaires de la Guinée avertissent publiquement les autorités de ce pays, et en premier lieu son chef de l'Etat, qu'il ne sera toléré aucune violation des droits et libertés et que les auteurs et responsables de toute violations graves des droits humains seront dénoncés, sanctionnés et un jour poursuivis devant la justice.

“Les autorités guinéennes doivent respecter le droit à la liberté d'expression et de manifestation et veiller à ce que les manifestations soient encadrées correctement afin qu'elles puissent se tenir pacifiquement” déclare Laurent Duarte, coordinateur international de Tournons la page.

Nous, syndicats et associations d'Afrique et d'Europe, solidaires du FNDC et des citoyens guinéens désireux d'éviter toute confiscation du pouvoir par des stratégies de réformes constitutionnelles :

Demandons au gouvernement guinéen et aux autorités administratives compétentes :

– La libération immédiate et sans conditions des huit membres du FNDC arbitrairement arrêtés et actuellement détenus au secret ;

– Le respect de leurs droits fondamentaux durant leur détention, notamment celui de ne pas faire l’objet de tortures, de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

– Le respect des droits constitutionnels à pouvoir s’exprimer librement (article 7) et à manifester pacifiquement (article 10).

Exigeons de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) et de l’Union Africaine (UA) qu’elles fassent respecter

le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de

la CEDEAO et la Charte Africaine de la Démocratie des élections et de la

gouvernance de l’UA, qui consacrent la limitation des mandats présidentiels dans les Constitutions ;

Interpellons les partenaires extérieurs de la Guinée, en premier lieu l’Union Européenne (UE) et ses Etats-membres, sur la crise démocratique actuelle. Les risques d’une déstabilisation majeure pèsent sur la Guinée et la sous-région. Nous les appelons à condamner publiquement la répression et le coup de force constitutionnel en cours, et de prendre des mesures concrètes afin que les droits et libertés fondamentales de citoyens guinéens soient respectés.

Signataires :

- **Action des chrétiens pour l’abolition de la torture (ACAT)**
- **Aide et Action**
- **CCFD-Terre Solidaire**
- **CFDT**
- **CGT**

- Plateforme Dette et développement (et ses organisations membres)
 - Ligue des Droits de l'Homme
 - Survie
 - Tournons la page (et ses organisations membres)
-

Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle.

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

AFRICA CONFIDENTIAL

Vol 60 No 22

Published 7th November 2019

Print version RSS

SEARCH

SEARCH



GUINEA

Dancing the third-term tango 7TH NOVEMBER 2019

Condé appears prepared to crush massive opposition in order to secure a third term of office, regardless of the dangers to society

The idea that President [Alpha Condé](#) would get the required two-thirds parliamentary majority to change the constitution to allow him to seek a third term has always been far-fetched. That, his opponents say, explains his lack of urgency in calling legislative elections, which were due in 2018 but may now be held as late as October 2020. Most believe they would result in a hung parliament. Instead, the 81-year-old Condé wants to move straight to a referendum to change the constitution to allow him to stand again for the presidency.

End of preview - This article contains approximately 1221 words.

Africa Confidential's reporting and analysis is valued by a wide range of organisations and individuals: from corporate executives, country risk analysts, national politicians and members of the diplomatic corps, to intelligence operatives, academics, journalists and NGO personnel.

Here's what our readers say about us:

"If you want the detail and you want the dirt, the little blue newsletter [*Africa Confidential*] that drops through your letter box is like having your own private spook who knows Africa inside out and who's also one hell of a gossip."

LE 360 AFRIQUE

=



Guinée. Alpha Condé tenté par un troisième mandat: le début d'une spirale de violences?

Mise à jour le 09/11/2019 à 16h03 Publié le 09/11/2019 à 16h01 Par Moussa Diop

#Politique



AGORAVOX ITALIA

Partecipa ad AgoraVox!
Iscriviti e proponi un articolo

AGORA VOX
Il cittadino fa notizia
Italia



Home page Attualità Tribuna Libera Tempo Libero Chi Siamo

| Home page > Attualità > Mondo > Guinea: in piazza diciamo basta ai presidenti a vita

SOSTIENI
LA FONDAZIONE
AGORA VOX
La nostra cultura

Guinea: in piazza diciamo basta ai presidenti a vita

di Pressenza - International Press Agency
(sito)

giovedì 7 novembre 2019

0 3 0
Commenti Twitter Mi piace Preferiti
Condividi

"Bisogna organizzare nuove elezioni legislative trasparenti, che vengono rimandate da oltre un anno, e il presidente Alpha Condé deve impegnarsi pubblicamente e formalmente a non ricandidarsi per un terzo mandato.

di Agenzia DIRE



Autore

Pressenza - International Press Agency

Pressenza è un'agenzia stampa internazionale in 7 lingue che pubblica e diffonde notizie, iniziative, proposte che riguardano pace, nonviolenza, disarmo, diritti umani, lotta contro ogni forma di discriminazione. Considera l'Essere Umano come valore centrale ed esalta la diversità. Propone un giornalismo attivo e lucido che punta alla soluzione delle crisi e dei conflitti sociali di ogni (...)



Sito: Pressenza

SEN360

MENU TOUTE L'ACTUALITÉ NEWSLETTER

SEN360 SN

A LA UNE ACTUALITÉ POLITIQUE SOCIÉTÉ FOOTBALL AFRIQUE MONDE ÉCONOMIE TECHNOLOGIE CULTURE PEOPLE SPORT BEAUTÉ

Guinée : Opposé au 3e mandat de Condé, un imam radié et interdit de prêcher (document)

Senenews Il y'a 3 jours Source



FLASH EN



COURRIER INTERNATIONAL

PARTAGER



RÉAGIR

IMPRIMER

LECTURE ZEN



NEWSLETTERS



ABONNEZ-VOUS
À PARTIR DE :

1€

HAUT DE PAGE

Vu de Guinée. “Vague rouge” contre un troisième mandat du président Alpha Condé

AFRIQUE > GUINÉE > COURRIER INTERNATIONAL - PARIS

Publié le 08/11/2019 - 17:59



LES PLUS LUS

Streaming. Avec “The King”, Netflix massacre l'histoire d'Azincourt

Partager

Controverse. Interdire les fessées, une bonne idée ?

Partager

Récit. La tragique histoire du sucre aux États-Unis

Partager

Vu des États-Unis. Mona Lisa, vous n'êtes plus la bienvenue au Louvre

STRATFOR



Stratfor

WORLDVIEW™



ASSESSMENTS

Guinea's President Tempts Fate to Extend His Reign

5 MINS READ | Nov 8, 2019 | 10:00 GMT

in tw f e



Guinea's President Alpha Condé greets his supporters in the capital, Conakry, on Oct. 31, 2019, after weeks of violent protests against the leader's perceived bid to prolong his rule claimed around 10 lives.

(CELLI LOU BINANI/AFP via Getty Images)

LA NOUVELLE TRIBUNE

Accueil > À la une > Alpha Condé : de plus en plus contesté, combien de temps tiendra-t-il...

A LA UNE POLITIQUE

Alpha Condé : de plus en plus contesté, combien de temps tiendra-t-il ?

Par Désiré Sossa - 8 novembre 2019 ★ (populaire) 1

f t in M 1 2 +



BBC

BBC Menu

Rechercher

NEWS | AFRIQUE

Accueil Afrique Monde Sports Economie Culture Au féminin Technologie Santé Vidéos En images Suite

En Guinée, la rue continue de scander "Amoulanfe" à un 3e mandat d'Alpha Condé

7 novembre 2019

f t 1 2 Partager

À la une

Sissoco Embalo accuse la CEDEAO d'ingérence en Guinée-Bissau

Dans une déclaration publiée par le journal privé bissau-guinéen O Democrata, le 9 novembre sur son site Internet, Umaro Sissoco Embalo, candidat à la présidentielle en Guinée-Bissau, s'en prend à la CEDEAO.

11 novembre 2019

Hier condamné à mort, aujourd'hui diplômé de l'Université de Londres

11 novembre 2019

L'entrepreneur qui relève le défi de la transformation des produits agricoles

11 novembre 2019

RFI AFRIQUE



GUINÉE | ALPHA CONDÉ

Republier </>

Guinée: marée rouge à Conakry pour protester contre le président Condé

**REUTERS**[Top News](#) [World](#) [Investing](#) [Sport](#) [TV](#) [More](#)

COMMODITIES NEWS NOVEMBER 4, 2019 / 11:05 PM / 7 DAYS AGO

In Guinea, two more killed in clashes between police and protesters

Saliou Samb

2 MIN READ



CONAKRY, Nov 4 (Reuters) - Two people were killed in Guinea on Monday, authorities said, as protesters and police clashed during a funeral procession for those killed in earlier protests over a suspected effort by President Alpha Conde to extend his mandate.

Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo

[Images /Vidéos] Le Jeudi de la démocratie : Plus de 3 millions de guinéens dans la rue pour dire NON au projet de 3e mandat de Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Après la réussite de l'une des plus grandes mobilisations pour la démocratie en Afrique, le [FNDC](#) « invite le peuple de Guinée à se tenir prêt pour les prochaines échéances »

Revivez cette journée de mobilisation historique pour la démocratie et l'État de droit en Guinée. #AMOULANFE

Les 4 vidéos virales de la journée

Vidéo 1 

Vidéo 2 

Vidéo 3

Vidéo 4

En Images









Meurtres lors d'un cortège funèbre en Guinée avant la tenue de nouvelles manifestations [HRW]

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Trois personnes auraient été tuées le 4 novembre lors des obsèques de manifestants tués.

Par Corinne Dufka – Directrice pour l'Afrique de l'Ouest (HRW)

Le gouvernement [guinéen](#) devrait s'assurer qu'une enquête indépendante soit promptement ouverte après la mort de trois personnes qui auraient été tuées par balles cette semaine lors d'[affrontements](#) avec les forces de sécurité. Ces meurtres présumés auraient été commis le 4 novembre lors d'une procession funéraire à la mémoire de personnes tuées lors d'une précédente vague de manifestations anti-gouvernementales. Une coalition d'organisations de la société civile et de partis d'opposition a affirmé que trois personnes avaient été tuées, tandis qu'un porte-parole de la police a reconnu un bilan d'au moins deux morts. La coalition prévoit une nouvelle manifestation de grande ampleur le 7 novembre.

Au cours du mois dernier, le gouvernement guinéen a intensifié sa [répression des opposants à l'adoption d'une nouvelle constitution](#) qui permettrait au chef de l'État, Alpha Condé, de briguer un troisième mandat à la tête du pays à l'occasion de l'élection

présidentielle de 2020. Les autorités ont arrêté et emprisonné 6 personnalités en vue de la société civile qui avaient pris la tête du mouvement de protestation contre la nouvelle constitution.

Après avoir violemment dispersé plusieurs manifestations contre la nouvelle constitution plus tôt dans l'année, le gouvernement a finalement autorisé une manifestation de l'opposition le 24 octobre.

Cette manifestation – la première grande manifestation publique autorisée par le gouvernement [depuis juillet 2018](#) – a été [dans une large mesure pacifique](#). Des partisans du gouvernement ont organisé leur [propre manifestation](#) le 31 octobre.

Les événements du 4 novembre illustrent le risque que de nouveaux affrontements éclatent entre les forces de sécurité et les manifestants.

Des journalistes et des témoins ont décrit comment certains participants à la procession funéraire avaient lancé des pierres et d'autres projectiles et les forces de sécurité avaient tiré des cartouches de gaz lacrymogène et, parfois, ouvert le feu à balles réelles. Un journaliste [a affirmé](#) avoir entendu un gendarme dire : « *nous allons tous vous tuer* », alors que les forces de sécurité poursuivaient les manifestants dans les quartiers avoisinants.

La procession funèbre était destinée à commémorer les 11 manifestants présumés [tués par balles](#) par les forces de sécurité, lors de trois journées de manifestations

contre une nouvelle constitution qui avaient débuté le 14 octobre. Ce jour-là, un gendarme avait également été tué par des manifestants.

Human Rights Watch a documenté abondamment le [recours par la police et les gendarmes aux armes à feu et leur utilisation excessive de la force létale](#) lorsqu'ils contrôlent des manifestations, ainsi que leurs passages à tabac de manifestants, leur corruption et d'autres formes de criminalité de leur part. Les membres des forces de sécurité ne font pratiquement jamais l'objet d'enquêtes ou de poursuites judiciaires pour leur rôle présumé dans des décès de manifestants.

Human Rights Watch exhorte le gouvernement guinéen à remettre en liberté les six dirigeants de la société civile; à faire en sorte que le comportement des forces de sécurité face aux manifestations soit conforme aux Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois; et à [créer une unité judiciaire spéciale](#) pour enquêter sur les décès survenus lors de manifestations.

[hrw](#)

[Vidéo] Le FNDC appelle à une

mobilisation générale : quelques leaders politiques délivrent leurs messages

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Pour défendre la Constitution, toute la Guinée se mobilise ce jeudi 7 novembre 2019 pour dire NON au projet de 3e mandat de Alpha Condé. *Crédits Vidéos* : [Page FND \(Facebook\)](#)

Sidya Touré

Aliou Bah

Faya Millimouno

Cellou Dalein Diallo

Mamadou Sylla

Oumar Sylla

Abdoul Kabélé Camara

Le Guide du manifestant

Condamnations iniques de militants pro-démocratie en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Les autorités guinéennes se sont engagées dans une logique de répression à l'endroit du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Plusieurs de ses leaders et militants ont été arrêtés arbitrairement début octobre 2019. Au moins sept d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison ferme. Objectif visé : faire taire ce mouvement qui mobilise les Guinéens contre le projet de nouvelle constitution visant à permettre au président Alpha Condé de pouvoir se maintenir en poste après ses deux mandats présidentiels consécutifs.

Le 12 octobre, deux jours avant les manifestations prévues par le FNDC, des éléments des forces de l'ordre, cagoulés et armés, ont arrêté à Conakry sept membres de la direction du FNDC – **Abdourahamane Sanoh**, coordinateur de ce mouvement, **Abdoulaye Oumou Sow**, secrétaire général de l'Association des blogueurs de Guinée (ABLOGUI), **Sékou Koundouno**, administrateur général du mouvement Balai citoyen, **Mamadou Bobo Bah**, membre du Balai citoyen, **Mamadou Baïlo Barry**, membre de l'association Destin en main, **Alpha Soumah**, chanteur connu sous le nom de « *Bill de Sam* », **Ibrahima Diallo**, le coordonnateur de Tournons la page (TLP) – alors qu'ils étaient réunis au domicile de M.

Sanoh. Ils devaient alors rejoindre la Maison de la presse pour une conférence de presse expliquant les modalités des manifestations prévues le 14 octobre. Dans les heures qui ont suivi, **Mamadou Sanoh**, le frère d'Abdourahamane Sanoh, a été arrêté alors qu'il était à leur recherche dans différents centres de détention. Le lendemain, le procureur du tribunal de Dixinn a accusé le FNDC de « *graves déclarations portant atteinte à la sécurité publique* » et a annoncé qu'une procédure juridique était engagée afin d'« *arrêter quiconque ayant commis des actes ou entrepris des manœuvres visant à compromettre la sécurité publique ou aboutissant à de graves troubles de l'ordre public* ». Le 13 octobre, d'autres militants du FNDC ont été arrêtés à Conakry (**Aly Badra Cheickna Koné**, secrétaire national de la jeunesse de l'Union des forces républicaines, UFR, **Elie Kamano**, artiste-activiste), et dans d'autres villes, notamment à Guéckedou (**Moussa Barry**, secrétaire administratif du FNDC).

Le 22 octobre, après une procédure judiciaire extrêmement rapide, le tribunal de première instance de Dixinn a condamné Abdourahamane Sanoh à un an de prison ferme pour « *provocation directe à un attroupement par des écrits et des déclarations* ». Alpha Soumah, Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno et Mamadou Baïlo Barry ont été condamnés à six mois de prison ferme. Tandis que Mamadou Bobo Bah, Mamadou Sanoh et Abdoulaye Oumou Sow, ont été déclarés « *non coupables* ». À l'annonce du verdict, les personnes dans la salle d'audience se sont mis à entonner l'hymne du FNDC, puis l'hymne national. A leur sortie du tribunal, les détenus ont été incarcérés à la prison centrale de Conakry. Le procès avait brièvement commencé le 16 octobre pour des faits de « *manœuvres et actes de nature à compromettre la sécurité publique et à occasionner des troubles à l'ordre public* » avant d'être ajourné jusqu'au 18 octobre. Les avocats de la défense ont interjeté appel. Des procès similaires se sont tenus dans d'autres villes du pays. Un autre tribunal de Conakry a condamné à trois ans de prison, dont un ferme, Aly Badra Cheickna Koné et à un an de prison,

dont six mois ferme, Elie Kamano. Bien entendu, aucun militant prônant le oui au changement de la constitution n'a jusqu'à ce jour fait l'objet d'une arrestation. Deux poids, deux mesures...

CONTEXTE

Le président Alpha Condé, 81 ans, est au pouvoir depuis 2010. L'ancien opposant historique, qui a connu un long exil en France et la prison dans son pays, est le premier président démocratiquement élu en Guinée après des décennies de dictature militaire. Réélu en 2015, son deuxième et dernier mandat se termine en 2020 car la Constitution en vigueur limite à deux les mandats présidentiels consécutifs. Afin de pouvoir se présenter une troisième fois en octobre 2020, Alpha Condé n'a pas d'autre choix que de changer la Constitution, comme l'a fait Denis Sassou Nguesso au Congo. A partir de janvier 2019, le débat sur le besoin d'une nouvelle constitution a pris de l'ampleur dans le pays avec des messages en sa faveur lancés par des proches du président et des pseudo-mouvements populaires. En avril 2019, pour s'opposer à cette initiative, un front regroupant des partis, des syndicats et des membres de la société civile a été créé : le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). En septembre, Alpha Condé a lancé officiellement des consultations sur la Constitution. Les membres du FNDC ont boycotté

ces consultations, les considérant comme factices et n'étant menées que pour légitimer un futur référendum sur ce sujet. Lors d'une rencontre fin septembre 2019 avec des Guinéens à New York, le président Alpha Condé a appelé ses partisans à se « *préparer pour le référendum et les élections* ». Cette annonce – dont la vidéo a fuité sur Internet – a ravivé la tension dans le pays et l'opposition a relancé ses appels à la mobilisation, dénonçant un projet de coup d'Etat institutionnel et une dérive « *dictatoriale* ». Le 7 octobre, le FNDC a annoncé le lancement d'une campagne de mobilisation contre le projet de nouvelle constitution et de régulières manifestations dans le pays à partir du 14 octobre. Le 9 octobre, le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, le général Bourema Condé, a indiqué que la déclaration du FNDC constituait « *une menace ouverte à la paix et à la sécurité de notre nation* ». Le même jour, le gouvernement a indiqué avoir achevé les consultations nationales sur une éventuelle nouvelle constitution.

La vague d'arrestation des leaders du FNDC à Conakry et dans d'autres villes, les 12 et 13 octobre, et la présence de nombreux policiers et gendarmes dans les rues de Conakry et des principales villes du pays (Conakry, Mamou, Guéckédou, Labé) le 14 octobre, n'ont pas empêché les Guinéens de descendre massivement dans les rues pendant trois jours pour

dire non à une nouvelle constitution. Ces manifestations non autorisées par les autorités ont été durement réprimées ce qui a occasionné de nombreux affrontements entre manifestants et forces de sécurité. Aux pierres et autres projectiles lancés par les manifestants, les forces de l'ordre ont répondu par des gaz lacrymogènes, l'utilisation de camions à eau et des charges violentes. A plusieurs reprises et en différents lieux, des forces de l'ordre ont tiré avec leurs armes à feu. Plusieurs manifestants arrêtés ont également fait l'objet de violences physiques, notamment des passages à tabac. Le bilan de ces violences est lourd :

le FNDC fait état d'au moins 10 personnes tuées (dont un gendarme), plus de 70 blessés par des tirs à balles réelles, ainsi que 200 arrestations. Le gouvernement affirme que la mobilisation lancée par le FNDC était illégale faute de déclaration préalable. Depuis juillet 2018, les autorités interdisent systématiquement les manifestations de l'opposition lorsqu'elles reçoivent des notifications de leurs organisateurs, les considérant à chaque fois comme des menaces pour la sécurité publique.

Malgré la répression et les morts par balles, l'opposition a décidé de maintenir le mot d'ordre des manifestations et des villes-mortes, les considérant comme étant la seule manière de faire pression sur le pouvoir.

Pour la communauté internationale « la crise politique est source de préoccupations. L'insuffisance de dialogue entre les différents acteurs politiques provoque une escalade de la tension avec des recours à la violence, susceptible de porter gravement atteinte aux acquis démocratiques. Nous appelons tous les acteurs à renouer le dialogue dans le cadre du comité de suivi » (Communiqué de la CEDEAO, Délégation de l'Union européenne, Etats-Unis, France, Belgique, Italie, Allemagne et Royaume-Uni).

Les associations de défense des droits humains, tout en dénonçant les arrestations arbitraires et l'usage excessif de la force, craignent une escalade de la tension et une répercussion dramatique sur la situation des droits humains.

Le gouvernement guinéen est aujourd'hui face à un dilemme : respecter à minima les libertés d'expression des Guinéens ou s'engager dans une dérive encore plus autoritaire afin d'essayer de faire taire définitivement les voix dissidentes encore publiques. Le 24 octobre, les autorités ont autorisé les manifestations du FNDC et elles se sont déroulées sans violences. Malgré cette accalmie, la Guinée se trouve toujours dans une impasse politique. Les manifestations de l'opposition et les préoccupations internationales ne semblent pas avoir découragé Alpha Condé dans son projet de nouvelle constitution. A quand l'annonce de la tenue d'un référendum en vue de l'adoption d'une nouvelle constitution ? Le temps est compté car l'élection présidentielle est prévue pour octobre 2020. A suivre...

[ACAT France](#)

Crise guinéenne ou la guerre des suppositions : Du mensonge à la violence [Par A. Akoumba Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



A. Akoumba Diallo

Le harcèlement suivi de l'assassinat d'une dizaine de guinéens, de multiples «kidnappings» et d'une série de condamnations à des peines privatives, contre des «héros» du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), opposés à un éventuel 3ème mandat présidentiel pour M. Alpha Condé, ont redonné toute la vitalité aux arguments de Oskar Slingerland et Maarten Van Mourik co-auteurs de «La crise incomprise » dans laquelle il a été admis que «quand le diagnostic est faux, les politiques sont néfastes».

D'abord et ici,

la lumineuse formule du 32ème président américain Franklin D. Roosevelt

consignée dans «Roosevelt» de la collection les constructeurs : «Le seul

rempart solide de la liberté est un gouvernement assez fort

pour protéger les
intérêts du peuple, et un peuple assez fort et assez bien
informé pour
maintenir son souverain contrôle sur son gouvernement».

Idéalement, tel
devait être «le contrat social» tant développé par la
philosophe moderne si
chère au maître de conférences Thierry Ménissier, en le
désignant comme étant
l'alliance politique de tous les citoyens par le moyen d'un
accord explicite.
Qui rassemble les individus sous «une puissance publique
souveraine». Et là, de
cœur avec J.J. Rousseau, le contrat est social parce «qu'il
consacre le geste
politique de réunir les hommes». Par-là, il donne son sens à
l'instrument de
leur rassemblement, l'État, qui, «sous peine de dérive
despotique, doit
obligatoirement entretenir des liens avec la volonté des
citoyens».

*Cette série de manifestations de rue à l'appel du FNDC depuis
le 14 octobre 2019 a tendance à prendre la forme «**d'une
désobéissance civile**». Qui n'est autre que l'attitude de ceux
qui désobéissent à la loi ou aux prescriptions
gouvernementales, parce qu'ils suivent une cause qu'ils
estiment supérieure à ces dernières: «La dignité de l'homme,
la justice bafouée ou la libération de leur peuple». Véritables traits de leadership des hommes qui ont «rendez-
vous avec la destinée» comme George Washington en 1776,
Abraham Lincoln en 1861 et Franklin D. Roosevelt en 1933.*

M. Abdourahamane

Sano et compagnie, ces héros de «la nouvelle donne» se sont
crus détenteurs de

la citoyenneté guinéenne. Qui est participative de sorte que «le citoyen soit quelqu'un qui gouverne», au sens du traité international de droit constitutionnel (Suprématie de la constitution, Tome 3 : 2012) « pour être citoyen, il faut pouvoir gouverner ».

Étant donc participative, la citoyenneté, de ces 10 morts, de Sano et Cie n'est-elle pas, ainsi, essentiellement démocratique ? Aristote précise que cette définition, selon laquelle le citoyen est titulaire de fonctions de gouvernement, concerne surtout le citoyen en démocratie, mais ajoute-t-il que, en général, «il ne faudrait pas appeler citoyens ceux qui ne prennent pas part au gouvernement ou qui ne contribuent aux avantages communs».

Sans ambages, Platon fait dire à l'Hippias que pour le citoyen: «exercer la puissance politique dans son pays est ce qu'il y a de plus beau, tandis qu'il est souverainement honteux de ne rien pouvoir dans un État».

La citoyenneté dévolue aux héros du FNDC devrait être fondamentalement égalitaire: La justice politique réside dans l'égalité. En effet, les citoyens sont comme des associés et désirent être d'une nature similaire, mais s'ils ont un tempérament différent. Dans ce contexte, Rousseau aurait-il raison de dire qu'«à l'égard des associés, ils prennent collectivement le nom de peuple, et s'appellent en particulier citoyens, comme participant à l'autorité

souveraine»?

Donc, la
citoyenneté n'est fondamentalement possible «qu'entre égaux en dignité juridique et en conditions sociales». Toutefois, l'égalitarisme, selon Aristote, est intrinsèque à la nature de l'institution politique qui gouverne le pays. «Dans la plupart des régimes où gouvernent des citoyens, ceux-ci sont alternativement gouvernants et gouvernés, car tous tendent par leur nature à une égalité sans aucune différence».

Sur ce point, la philosophie kantienne ne s'écarte pas tellement de la perspective Aristotélicienne. Kant distingue trois statuts fondamentaux du membre d'une communauté politique («République») à savoir celui d'«être humain», celui de «sujet», et celui de «citoyen». Ces trois statuts sont régis par trois principes différents : (a) la liberté pour ce qui relève de la situation d'être humain ; (b) la soumission à une loi commune, dans le cas du sujet; (c) l'égalité pour ce qui concerne la situation de citoyen.

La situation devient grave, dans un pays où l'institution politique a opté pour l'ordre au détriment de la loi, alors que la liberté nous échoit donc en tant qu'hommes, l'obéissance en tant que sujets et l'égalité en tant que citoyens.

Dénis Diderot

dans «le citoyen» dit que le sujet est dirigé par un commandement, le citoyen par la loi. Le premier est soumis au pouvoir et le second au droit. Et dans la pensée de Platon celui qui légifère pour lui-même et son propre profit est qualifié de «partisan», ce qui est pire qu'étranger : «ce ne sont pas des lois bien faites, celles qui ne l'ont pas été dans l'intérêt de toute la cité, ne l'ont-elles pas été qu'en faveur de quelques-uns, nous appelons ceux-ci partisans et non pas citoyens, et le droit qu'on prétend leur attribuer, une vaine prétention».

On sait que le tyran est celui qui légifère dans son propre intérêt, en vue de son profit personnel : **«La tyrannie n'a jamais en vue le bien commun, si ce n'est pour son profit personnel»**. La différence entre le tyran et le roi réside dans leur conception respective de la supériorité. «Le tyran ambitionne la richesse, tandis que le roi préfère ce qui contribue à son honneur».

Ceci dit, Platon sait plus que quiconque que le gouvernement ne doit pas concentrer trop de pouvoirs. En effet, «moins les rois ont d'attributions souveraines, plus leur pouvoir doit nécessairement durer longtemps dans l'intégrité». Ajoutant que la tyrannie, c'est encore «avoir un pouvoir souverain dans trop de domaines et avoir le pas sur la loi».

Même le républicain Machiavel voudrait que, celui qui gouverne ne puisse pas se considérer au-dessus des lois, échapper à tout contrôle, se soustraire au juge et au procès.

Cette formule convaincante de Machiavel garde encore cette quintessence, « il n'est pas bon non plus que les citoyens qui ont l'État entre les mains n'aient personne qui les observe et qui les contraigne de s'abstenir d'œuvres mauvaises, en leur retirant cette autorité qu'ils utiliseraient à mauvais escient».

Selon Thomas

Paine «chaque homme est propriétaire du gouvernement» ajoutant que «le gouvernement n'est pas une entreprise qu'un homme ou un groupe d'hommes aurait le droit de créer et de gérer à son profit».

Machiavel fait

observer qu'une position de privilégié ne peut résulter que de la rupture de la réciprocité et de la relation civique. «Si vous notiez la façon de procéder des hommes, vous découvririez que tous ceux qui parviennent à des grandes richesses et à un pouvoir, y sont parvenus soit par la fraude, soit par la force afin de dissimuler la brutalité de leur acquisition, ils les justifient grâce à un titre de propriété falsifié.»

Des guinéens,

dans les rangs du FNDC, ont appelé à des mouvements collectifs «non-violents», pour disent-ils résister contre la volonté gouvernementale «de changer la constitution du 7 mai 2010, pour contourner la rigueur des éternités qu'elle impose à la classe dirigeante». Une telle mission n'était pas aisée.

Parce que les adeptes de l'Abbé Siiyès retiennent de lui que « (...), une nation est indépendante de toute forme, et de quelque manière quelle veuille, il suffit que sa volonté paraisse, pour que tout droit positif cesse devant elle, comme devant la source et le maître suprême de tout droit positif».

Ainsi les héros du FNDC, dans l'expression de leur droit, à l'image de Gandhi et Martin Luther King (Ils en incarnent le modèle d'action : le premier en Inde par sa résistance civile au colonisateur britannique qui déboucha à l'indépendance nationale, le second aux États-Unis dans son combat pour la revendication des droits civiques des noirs) avaient cru à l'efficacité de cette pratique, fréquemment utilisée par les citoyens dans les sociétés démocratiques.

En décidant d'une telle action, le FNDC a certainement intégré que le concept de citoyenneté a une longue histoire, parfois tortueuse et obscure, mais très intrigante. Les héros du FNDC n'ignoraient non plus, l'analyse de Hannah Arendt portant sur la désobéissance civile américaine dans « du mensonge à la violence ». En tout cas, le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation, M.Bouréma Condé, a fait sien ce beau titre de cet essai, «qui est contemporain du combat des intellectuels américains pour la reconnaissance des droits civiques et la révolte des étudiants des années 60».

Certainement que M.Bouréma Condé ignore encore que Aristote et Platon, malgré

leurs divergences,
sont néanmoins d'accord qu' «aucun homme ne peut, de par sa
nature, régler en
maître absolu toutes les affaires humaines sans se gonfler de
démésure et
d'injustice».

La condition
humaine, ne deviendrait-elle pas plus précaire quand des
responsables de
l'institution politique fonctionnent suivant des suppositions
sources de
conflits ? Alors que Don Miguel Ruiz conseille fortement dans
la voie de la
liberté personnelle, «ne faites pas de suppositions ».
Précisant que chaque
fois qu'on fait des suppositions, qu'on prête des intentions à
autrui, on crée
des problèmes.

Akoumba Diallo

Journaliste

Analyste au cabinet Mineral Merit SARL

Ancien membre de l'ITIE-Guinée

akoumba2000@yahoo.fr

L'ambassade des Etats-Unis à Conakry appelle à la « libération des détenus et la conduite d'enquêtes complètes sur les violences et les morts »

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Dans un [communiqué](#) publié ce lundi 28 octobre 2019, l'ambassade des Etats-Unis à Conakry appelle à la « libération des détenus et la conduite d'enquêtes complètes sur les violences et les morts survenues au cours de la semaine du 14 octobre »

Les Etats-Unis félicitent le peuple de Guinée pour la tenue de la marche pacifique du 24 octobre, 2019.

Grâce au travail ardue et à la collaboration de toutes les parties, les Guinéens ont pu exprimer leurs opinions d'une manière non violente et civilisée.

Nous encourageons le dialogue permanent pour résoudre les problèmes politiques du pays.

Nous croyons que la libération des détenus et la conduite d'enquêtes complètes sur les violences et les morts survenues au cours de la semaine du 14 octobre, sont des étapes nécessaires pour la Guinée.

Conakry, le 28 octobre 2019

Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle.

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

Aljazeera

New rally in Guinea capital against Conde's possible 3rd term bid

Mass protest in Conakry remains calm, unlike smaller demonstrations last week in which at least nine people were killed.

22 hours ago



Newscentral



POLITICS BUSINESS SPORTS FEATURES OP-ED VIDEOS WATCH LIVE

Home » Politics » Massive protest in Conakry over president's possible 3rd term

POLITICS

Massive protest in Conakry over president's possible 3rd term

Protesters marched through Conakry in the latest round of demonstrations against President Alpha Conde



Published 7 hours ago on October 25, 2019
By Gbenga Aborowa



LATEST

POPULAR



Africa Music: 1
Videos (Episode 1)



Masisi retains
concluded election

TOP NEWS OCTOBER 24, 2019 / 5:08 PM / A DAY AGO

Thousands in Guinea march against president's possible third term bid

Saliou Samb

3 MIN READ



CONAKRY (Reuters) - Thousands took to the streets of Guinea on Thursday in the largest of a series of protests over a suspected effort by President Alpha Conde to seek a third term that have led to the jailing of a dozen opposition campaigners and politicians.





Crise politique en Guinée : sortie réussie pour les anti 3e mandat de Condé



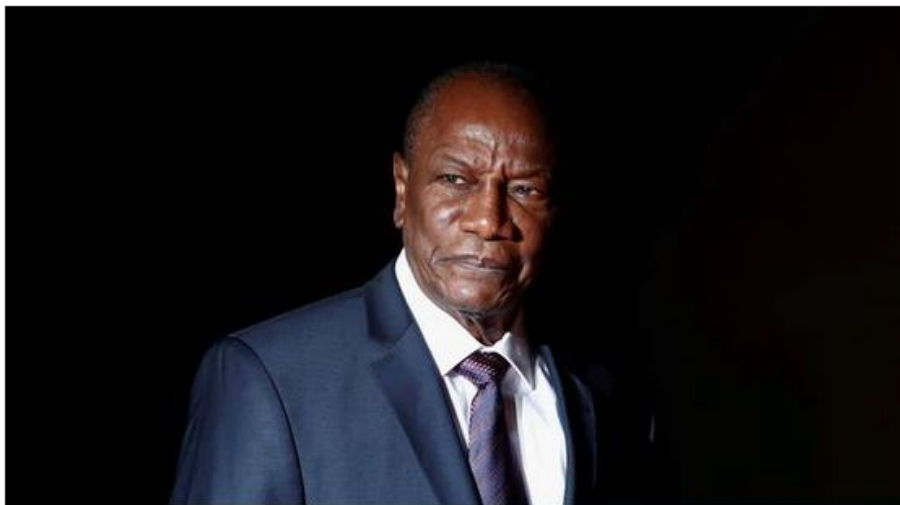
Le Monde

Alpha Condé : « Je ferai ce que veut le peuple de Guinée »

Le président guinéen défend une réforme de la Loi fondamentale qui lui permettrait d'effectuer un troisième mandat, malgré la contestation.

Propos recueillis par Christophe Châtelot - Publié hier à 13h03, mis à jour à 15h13

🕒 Lecture 5 min.



Les plus lus

1 Brexit : le chaos des élections de l'Assemblée pour sortir du...

2 Qualifié d'« élu président turc »

Libération



Jeune Afrique

Guinée : des milliers de personnes de nouveau dans la rue « contre un troisième mandat » d'Alpha Condé

25 octobre 2019 à 09h29 | Par *Diawo Barry*

Mis à jour le 25 octobre 2019 à 11h31



VOTRE HEBDO JEUNE AFRIQUE

consultable sur smartphone, PC et tablette



Republic

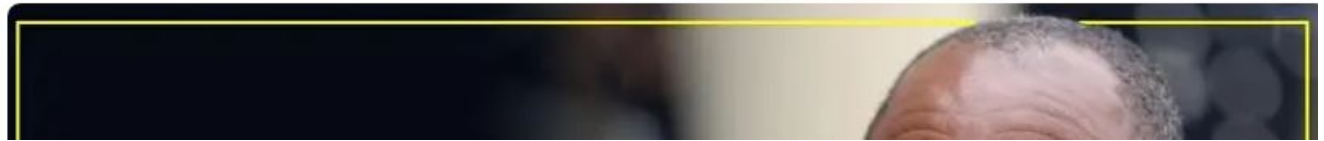
Home / World News / Rest of the World News / Guinea people organise mass protest against President Alpha Conde

Guinea People Organise Mass Protest Against President Alpha Conde

REST OF THE WORLD NEWS

Several people marched on the streets of Guinea on October 24, in mass demonstrations against President Alpha Conde, accused of seeking the third term in office

Written By [Pragya Puri](#) | Mumbai | Updated On: October 25, 2019 13:28 IST



VOA

Press
Freedom

Silicon Valley &
Technology

VOA
StudentU



Q Search



Eng

Live TV

Africa

9 Dead as Guineans Protest President's Bid to Extend Power

By Associated Press
October 16, 2019 12:30 PM



1619-2019



US Marks
Anniversa
Arrival of
Africans

CHILD MARRIAGE



The Worst
Girl

Africa Radio



Tv5monde

Guinée: des milliers de personnes manifestent contre une "présidence à vie" d'Alpha Condé



Senego



[Accueil](#) » [Actualités](#) » [Afrique](#) » [Politique](#) » [Société](#) »

Conakry: Une marée humaine dans les rues pour dire NON à A. Condé (Vidéo)

Par Khalil Kamara • 24/10/19 à 16:56

Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo

Tout sauf un troisième mandat d'Alpha Condé en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



Malgré la répression, les Guinéens résistent et sont décidés à faire échouer le projet de révision constitutionnelle destinée à ouvrir la voie à un 3e mandat.

Après la semaine de manifestation meurtrière qu'a connue le pays, les Guinéens ne veulent rien lâcher. Mercredi, alors que les femmes ont défilé en blanc pour dire stop aux violences policières, le pays est entré dans une dangereuse effervescence. Jeudi, les opposants ont pris le relais dans les rues de la capitale Conakry et d'autres villes du pays. Vêtus de rouge (la couleur du sang des victimes), ils étaient bien des centaines de milliers de personnes selon des journalistes locaux – un million selon les organisateurs, 30 000 selon le gouvernement – à marcher sur plusieurs kilomètres aux cris de « amoulanfe » (« ça ne passera pas » dans la langue locale) ou « à bas la dictature », sans heurts malgré une forte et discrète présence policière.

Manifestations monstres

« Nous sommes fatigués des mensonges, des fausses promesses et surtout (du fait) qu'il (Alpha Condé) ne soit plus en mesure de répondre aux attentes de la population. Alors, dix ans, ça suffit », a dit à l'Agence France-Presse Souleymane Kamagathe, boulanger. Les Guinéens ont manifesté ailleurs, à Labé, Mamou ou Pita (centre), où, selon le gouvernement, les protestataires ont lancé des pierres sur un commissariat, seul incident rapporté de la journée. La Guinée, pays de 13 millions d'habitants, pauvre malgré d'importantes ressources minières, est en proie depuis le 14 octobre à une intense contestation. Au moins huit manifestants (dix selon

l'opposition) et un gendarme ont été tués, des dizaines d'autres blessés, des dizaines arrêtés et jugés. Cinq dirigeants du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), qui a pris l'initiative du mouvement, ont été condamnés mardi à des peines allant de six mois à un an de prison ferme. Les défenseurs des droits humains dénoncent une répression visant à faire taire l'opposition. Le FNDC, coalition de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la société civile, a appelé à marcher « contre la présidence à vie » dans la capitale et ailleurs dans le pays. Il est résolu à faire barrage au projet prêté au président de briguer sa propre succession en 2020 et de changer à cette fin la Constitution qui l'empêche de concourir à un troisième mandat. La communauté internationale, inquiète, s'est contentée d'appeler au dialogue et au respect des droits. Seul le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a appelé à une « transition du pouvoir démocratique et honnête » en Guinée. Pour sa part, dans un apparent souci de réduire la pression, le gouvernement a joué l'apaisement et a autorisé la marche de jeudi. Mais il a validé un parcours éloigné des lieux du pouvoir.

Alpha Condé reste sur sa ligne

La personne d'Alpha Condé est au cœur de l'agitation. Opposant historique qui connut l'exil et la prison, il a été le premier président démocratiquement élu en 2010, réélu en 2015. Son avènement a marqué l'instauration d'un gouvernement civil après des décennies de régimes autoritaires et militaires. Mais, après une évolution encourageante, les défenseurs des droits rapportent une régression ces derniers mois et une interdiction de fait de toute manifestation depuis juillet 2018. L'opposition dénonce une dérive « dictatoriale » d'Alpha Condé, à l'instar de nombreux leaders africains. « Depuis l'avènement de monsieur Alpha Condé à la présidence, la démocratie, la protection des droits humains et les règles d'un État de droit ne sont pas respectées en Guinée »,

confiait au Point Afrique Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG. « Il (Alpha Condé) ne travaille pas avec le droit ni avec la Constitution de la Guinée, mais avec son humeur. Par exemple, depuis qu'il est arrivé, les élections législatives ou locales ne sont pas organisées à de bonnes dates. Les droits de l'opposition ne sont pas respectés, on a déjà tué plus de 103 jeunes manifestants sans qu'une enquête soit ouverte et que des sanctions soient prises contre les auteurs de ces crimes. »

À 81 ans, Alpha Condé préfère continuer à maintenir le suspense coûte que coûte. En déplacement à Boffa, à l'intérieur du pays, il a dit : « Le train de la Guinée a bougé et personne ne peut l'arrêter. Nous le dirigerons jusqu'au jour où Dieu le voudra. » Alors qu'aucune sortie de crise n'est en vue, le FNDC appelle à se rassembler de nouveau le 30 octobre et à deux journées villes mortes les jours précédents. L'énumération des points toujours litigieux – « consultations nationales sur une éventuelle modification du texte fondamental ; report sine die des législatives du 28 décembre (initialement prévues en 2018) ; organisation d'un référendum pour réviser la Constitution » – donne d'ailleurs l'impression que rien n'est réglé.

[LePoint](#)

Guinée : Détention arbitraire et condamnation de 5 militants du FNDC

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, un partenariat de la FIDH et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), vous prie d'intervenir de toute urgence sur la situation suivante en République de Guinée.

Description de la situation :

L'Observatoire a été informé par l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'Homme et du citoyen (OGDH) de la détention arbitraire et de la condamnation de cinq membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), MM. **Abdourahamane Sanoh**, coordinateur, **Ibrahima Diallo**, responsable des opérations du FNDC, coordinateur national de la coalition Tournons la Page et président de l'ONG Protégeons les droits humains, **Sékou Koundouno**, responsable de la planification du FNDC et membre du Balai citoyen, **Mamadou Baïlo Barry**, également membre de l'ONG Destin en Main, et **Alpha Soumah** – alias 'Bill de Sam', ainsi que de la relaxe de deux membres du FNDC, MM. **Abdoulaye Oumou Sow**, journaliste blogueur et responsable de la communication digitale, et **Mamadou Bobo Bah**, également membre du Balai citoyen.

Selon les informations reçues, le 22 octobre 2019, le Tribunal de première instance de Dixinn à Conakry a condamné M. Abdourahamane Sanoh à un an de prison ferme. MM. Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah, ont été condamnés à six mois de prison ferme. Ces cinq membres du FNDC sont détenus à la prison centrale de Guinée. MM. Abdoulaye Oumou Sow et Mamadou Bobo Bah ont eux été relaxés par le tribunal. Ces sept défenseurs étaient jugés pour « manœuvres et actes de nature à compromettre la sécurité

publique et à occasionner des troubles à l'ordre public ». Les avocats de la défense ont annoncé leur intention de faire appel de ce jugement, tout comme le Procureur, qui avait requis la peine maximale de cinq ans de prison, et a annoncé que les dossiers seront transmis à la Cour d'appel de Conakry dans les meilleurs délais.

Les sept prévenus ont été arrêtés le 12 octobre 2019, alors qu'ils avaient appelé à manifester à compter du 14 octobre, pour protester contre la réforme constitutionnelle qui permettrait au Président Alpha Condé de se présenter pour un troisième mandat présidentiel consécutif en 2020. Le lieu de détention des prévenus est resté inconnu pendant plus de 24 heures, pendant lesquelles les prévenus n'ont eu accès ni à leur famille ni à leurs avocats.

Dans une déclaration publiée le 13 octobre 2019, le procureur de la République près le Tribunal de première instance de Dixinn annonçait sa décision d'instruire, suite à la réception d'une dénonciation et en vertu de l'article 47 du Code de procédure pénale, le directeur central de la police judiciaire de mener les investigations nécessaires et de procéder à l'arrestation de « de toutes les personnes ayant entrepris des manœuvres ou des actes de nature à compromettre la sécurité publique ou à occasionner des troubles graves à l'ordre public ».

Le procès des prévenus a démarré le 16 octobre 2019, avant d'être renvoyé au 18 octobre. MM. Sékou Koundouno et Ibrahima Diallo ont tous deux affirmé devant le juge avoir été kidnappés lors d'une réunion au domicile de M. Abdourahamane Sanoh, par des hommes armés et cagoulés, qui les ont emmenés à la « villa 26 », la base des Renseignements généraux guinéens, ainsi que dans les locaux de la Compagnie mobile d'intervention et de sécurité (CMIS) numéro 5 de Dubréka et au CMIS de la Cimenterie. M. Ibrahima Diallo a également affirmé avoir fait l'objet de mauvais traitements pendant sa détention : il a par exemple du passer sa première nuit de

détention sur une chaise, s'est vu arracher sa bague d'alliance, et refuser la nourriture qui lui avait été apportée par son épouse.

L'Observatoire condamne fermement la condamnation et la détention arbitraire de MM. Abdourahamane Sanoh, Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah, qui semble ne viser qu'à les punir pour leurs activités légitimes et pacifique de défense des droits humains. L'Observatoire appelle les autorités guinéennes à leur libération immédiate et inconditionnelle.

Actions requises :

L'Observatoire vous prie de bien vouloir écrire aux autorités guinéennes en leur demandant de :

i. Garantir en toutes circonstances l'intégrité physique et psychologique de MM. Abdourahamane Sanoh, Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah et de l'ensemble des défenseurs des droits humains en République de Guinée ;

ii. Procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de MM. Abdourahamane Sanoh, Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah ;

iii. Mettre un terme à toute forme de harcèlement, y compris au niveau judiciaire, à l'encontre de MM. Abdourahamane Sanoh, Ibrahima Diallo, Sékou Koundouno, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah et de l'ensemble des défenseurs des droits humains en République de Guinée ;

iv. Mener sans délais une enquête exhaustive, indépendante, effective, rigoureuse, impartiale et transparente quant aux allégations de mauvais traitements décrits ci-dessus, afin d'identifier les responsables, de les traduire devant un

tribunal indépendant, compétent et impartial conformément aux instruments internationaux et régionaux de protection des droits de l'Homme, et d'appliquer les sanctions pénales, civiles et/ou administratives prévues par la loi ;

v. Se conformer aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1998, et plus particulièrement aux articles 1 et 12.2 ;

vi. Plus généralement, se conformer aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme ratifiés par la République de Guinée.

Adresses :

- M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée, Boulbinet avenue de la République – Conakry, Twitter : @President_GN @Sekhoutoureira
- M. Ibrahima Kassory Fofana, Premier Ministre, chef du Gouvernement, Palais des Colombes, Kaloum – Conakry, Twitter : @IbrahimaKFofana @PrimatureGN
- M. Mamadou Lamine Fofana, Ministre de la Justice par intérim, Garde des sceaux, Rue KA 003 – Almamy Commune de Kaloum, BP : 564 Conakry – Guinée, Email : contact@justice.gov.gn, Tel : +224 622 43 58 59
- M. Mouctar Diallo, Ministre de la Jeunesse et de l'emploi jeune, BP 262 Conakry, Mail : info@jeunesse.gouv.gn, Tel : +224 664 21 10 75 / +224 664 901 490
- M. Mamadou Taran Diallo, Ministre de l'Unité nationale et de la citoyenneté, en face de la HAC, Boulbinet, Kaloum – Conakry, Tel : +224 628 04 21 49 / +224 666 96 10 92
- M. N'Famara Camara, Secrétaire général du Ministère de l'Unité nationale et de la citoyenneté, Email : jpfamara@gmail.com, Tel : +224 628 29 24 29
- M. Ousmane Sylla, Ambassadeur de la République de Guinée à Bruxelles, Boulevard Auguste Reyers 108 Schaerbeek, 1030

Bruxelles, Email : ambaguibruxelles@mae.gov.gn / ambaguinee.bruxelles@yahoo.fr Tel : (+32) 2.771.01.26 / (+32) 2.732.685, Fax : (+32) 2.762.60.36

• Ambassade de la République de Guinée à Genève, Représentation permanente auprès des Nations unies, Rue du Valais 7-9, 1202 Genève, Suisse, Mail : consulat.guineegeneve@gmail.com / mission.guinea@ties.itu.int, Tel : +41 22 731 65 55

Prière d'écrire également aux représentations diplomatiques de la République de Guinée dans vos pays respectifs.

Paris-Genève, le 24 octobre 2019

Merci de bien vouloir informer l'Observatoire de toutes actions entreprises en indiquant le code de cet appel.

L'Observatoire, partenariat de la FIDH et de l'OMCT, a vocation à protéger les défenseurs des droits de l'Homme victimes de violations et à leur apporter une aide aussi concrète que possible. La FIDH et l'OMCT sont membres de ProtectDefenders.eu, le mécanisme de l'Union européenne pour les défenseurs des droits de l'Homme mis en œuvre par la société civile internationale.

Pour contacter l'Observatoire, appeler la ligne d'urgence :

- E-mail : Appeals@fidh-omct.org
- Tel et fax FIDH : 33 1 43 55 25 18 / 33 1 43 55 18 80
- Tel et fax OMCT : + 41 22 809 49 39 / 41 22 809 49 29

[fidh](http://fidh.org)

On vous explique pourquoi la crise couve en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 7 juillet 2022



La transmission du pouvoir pose problème dans ce pays d'Afrique de l'Ouest où des consultations ont été lancées pour modifier la Constitution.

La Guinée est en proie depuis plusieurs jours à des protestations meurtrières qui inquiètent les observateurs. La tension est liée à l'élection présidentielle prévue en octobre 2020.

Qui dirige le pays ?

Alpha Condé, 81 ans, est à la tête de la Guinée depuis 2010. L'ancien opposant historique, qui a connu l'exil et la prison est le premier président démocratiquement élu après des années de dictature militaire. Son deuxième et dernier mandat se termine en 2020 avec un bilan relativement positif. Mais on prête au président sortant l'intention de vouloir rester au pouvoir.

Pourquoi la colère gronde ?

La Constitution de Guinée est claire et limite à deux les mandats présidentiels. Pour pouvoir se présenter une troisième fois en octobre 2020, Alpha Condé n'a pas d'autre choix que de modifier la Constitution, une pratique répandue en Afrique. Le

débat est lancé dès janvier 2019, mais le projet est aussitôt rejeté par l'opposition. Les adversaires politiques d'Alpha Condé créent un front regroupant des partis, des syndicats et des membres de la société civile pour s'opposer à cette initiative.

La Constitution sera-t-elle modifiée ?

Malgré un refus clair de l'opposition et des manifestations dans la rue, le gouvernement maintient le cap de la réforme constitutionnelle. Lors d'une rencontre fin septembre avec des Guinéens à New York, le président Alpha Condé leur demande explicitement de se *"préparer pour le référendum et les élections"*. Cette annonce ravive la tension et les appels à la mobilisation sont relancés.

Comment réagit l'opposition ?

L'opposition dénonce un projet de coup d'Etat institutionnel et une dérive *"dictatoriale"*. Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), collectif réunissant des partis politiques et des organisations de la société civile, a organisé des manifestations malgré l'interdiction imposée par le gouvernement qui invoque les risques pour la sûreté publique. Pour les opposants, c'est la seule façon de faire pression sur le pouvoir. Depuis, des dizaines d'opposants, dont des dirigeants du mouvement, ont été arrêtés et jugés. Les instigateurs de la contestation ont été condamnés à des peines allant de 6 à 12 ans de prison. La contestation a déjà fait au moins neuf morts, dont un gendarme. Des dizaines de manifestants ont été blessés par balles.

La crise, jusqu'où ?

L'opposition maintient la pression dans un climat d'inquiétude générale. La communauté internationale et les défenseurs des droits humains craignent une escalade. L'histoire de la Guinée indépendante est jalonnée de protestations et de répressions sanglantes. En 2009, plus de 150 personnes avaient été tuées lors d'un rassemblement contre la candidature à la présidentielle du chef de la junte, Moussa Dadis Camara. Plus récemment, des affrontements autour d'élections locales et d'une grève d'enseignants ont fait plusieurs morts en 2018.

Faute de dialogue, le blocage risque d'avoir des répercussions graves sur *“la nouvelle démocratie”*, selon Human Rights Watch. *“On est vraiment au moment où le président Condé et son gouvernement sont face à un choix : soit laisser les libertés s'épanouir, soit aller vers un Etat plus autoritaire”*, précise le chercheur de l'ONG Jim Wormington, cité par l'AFP.

francetvinfo